

## **20211201 Le Monde**

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/12/01/ce-sont-bien-les-etats-qui-tuent-des-migrants-aux-frontieres-de-l-europe\\_6104242\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/12/01/ce-sont-bien-les-etats-qui-tuent-des-migrants-aux-frontieres-de-l-europe_6104242_3232.html)

# **Migrants : « Ce sont bien les Etats qui tuent aux frontières de l'Europe »**

## **Tribune**

Collectif

Après la mort d'au moins 27 personnes dans la Manche, plus de 200 universitaires spécialistes des questions migratoires demandent que les Etats européens, y compris le Royaume-Uni, reconnaissent leurs responsabilités.

Publié aujourd'hui à 04h45, mis à jour à 11h03

Article réservé aux abonnés

**Tribune.** Mercredi 24 novembre, [au moins 27 personnes sont mortes dans la Manche](#) après avoir tenté une traversée en bateau vers les côtes britanniques. C'est le bilan le plus meurtrier de ces dernières années à Calais et ses environs. Pourtant, quiconque connaît la région ne peut s'étonner d'une telle nouvelle. D'abord parce que les frontières – mais surtout les politiques visant à empêcher leur passage – ont tué plus de 300 personnes sur ce seul littoral depuis 1999.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Migrants : « Il est temps d'élever le débat et de changer de posture pour construire une politique respectueuse des droits fondamentaux »](#)

Ensuite parce que, depuis le début des passages en *small boats*, en 2018, on ne pouvait que craindre un tel drame : la Manche est l'une des voies maritimes les plus empruntées au monde, les personnes qui traversent le font dans des embarcations de fortune et avec un équipement minimum, et la température de l'eau ne laisse que peu de chance de survie aux personnes qui passent par-dessus bord. Enfin, parce qu'avec l'approche de l'hiver et la politique de non-accueil des pouvoirs publics français, les personnes en transit sont prêtes à tout pour passer coûte que coûte.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Karen Akoka : « Le statut de réfugié en dit plus sur ceux qui l'attribuent que sur ceux qu'il désigne »](#)

Dans les heures qui ont suivi le repêchage de plusieurs corps sans vie au large de Calais, on a assisté à un véritable déferlement de déclarations émanant d'élus et de représentants d'institutions publiques, se défaussant de toute responsabilité dans les conséquences dramatiques d'une politique migratoire meurtrière, qu'ils ont pourtant choisie et rendent opérationnelle tous les jours. A les entendre, les « *passeurs* » seraient les seuls et uniques criminels dans cette « *tragédie humaine* », épaulés, selon certains, par les associations non mandatées par l'Etat, qui auraient « *du sang sur les mains* », selon les propos tenus par Pierre-

Henri Dumont, député [LR] du Pas-de-Calais, sur Franceinfo, le soir du drame. Ce retournement des responsabilités est odieux et inacceptable.

## Rhétorique éculée

Le dédouanement des politiques en France et au Royaume-Uni fait tristement écho à la situation dramatique dans le canal de Sicile, où, depuis maintenant plus de vingt ans, des bateaux chavirent et des exilés se noient dans l'indifférence. Il fait écho aussi au traitement de la situation en cours à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, où quelques milliers de migrants sont pris au piège entre les forces armées biélorusses et polonaises, poussés en avant par les premières et repoussés par les secondes. N'y voir que le machiavélisme de la Biélorussie épaulée par la Russie, c'est occulter la responsabilité de l'Union européenne (UE) dans ce refus obstiné d'accueillir celles et ceux qui fuient leur détresse.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Contre l'Europe, l'arme migratoire des régimes autoritaires](#)

C'est bien avec l'assentiment de tous les Etats membres que les gardes-frontières polonais repoussent à coups de grenades lacrymogènes et de lances à incendie des familles afghanes, syriennes et d'autres nationalités, dont la vie est chaque jour mise en danger dans des forêts marécageuses, par des températures glaciales. Ce sont bien les Etats qui tuent aux frontières européennes.

Face à la rhétorique éculée de l'appel d'air et de l'invasion, face à l'entier report de la responsabilité à des passeurs ou à des régimes dits hostiles à l'UE, face à la criminalisation toujours plus grande de la solidarité, nous, sociologues, politistes, géographes, anthropologues, historiens, juristes, philosophes et psychologues spécialistes des questions migratoires, souhaitons rétablir quelques vérités issues de nos longues années d'observation et d'analyse des situations créées par les politiques anti-immigration :

- les migrations ne sont pas le fait de criminels, mais de personnes qui fuient des situations insoutenables et qui exercent un droit à la mobilité devenu, dans les faits, le privilège d'une minorité ;
- les passeurs n'existent que parce que les frontières sont devenues difficiles, voire impossibles, à traverser légalement ;

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Calais, les sauveteurs voudraient que ce drame « éveille les consciences des gouvernants »](#)

- l'augmentation des contrôles et des moyens policiers ne fait qu'accroître le prix des services proposés pour l'aide à la traversée ;
- les frontières tuent ; dans les pays d'origine et de transit, en Méditerranée, dans la Manche, aux frontières terrestres, dans l'espace Schengen, dans les territoires d'outre-mer, des personnes en détresse sont confrontées à la multiplication des dispositifs de contrôle frontaliers financés en grande partie par l'UE, ses Etats membres, et le Royaume-Uni ; pour éviter d'être enfermées, expulsées, maltraitées, elles empruntent des itinéraires toujours plus dangereux et tentent malgré tout le voyage en prenant des risques immenses ;

- le durcissement et la violence de ces contrôles augmentent la durée de l'attente, le nombre de tentatives de passage aux abords des frontières, les risques d'expulsion, conduisant à des parcours erratiques à travers la France et l'Europe, renforçant d'autant les souffrances endurées et les risques létaux ;
- la politique de « non-accueil » mise en œuvre à Calais comme ailleurs, consistant à harceler sans relâche les personnes exilées, à leur dénier l'accès aux droits fondamentaux les plus élémentaires et à entraver le travail des associations qui leur viennent en aide ne fait que rendre l'horizon britannique plus désirable ;

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Migrants : « Il est temps d'élever le débat et de changer de posture pour construire une politique respectueuse des droits fondamentaux »](#)

- à l'encontre des politiques dominantes, la solidarité des populations avec les personnes migrantes est de plus en plus patente à travers l'Europe ; des individus et des associations se mobilisent pour permettre à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de survivre malgré des conditions toujours plus difficiles ; qu'ils et elles soient accusés de « *favoriser l'appel d'air* », quand ce n'est pas de complicité de meurtre, est tout simplement honteux.

Face à ces drames, il est urgent que l'UE et les Etats européens, y compris le Royaume-Uni, reconnaissent leurs responsabilités et changent radicalement de cap : il n'est pour nous ni concevable ni acceptable que les institutions poursuivent dans leur entêtement à traiter les personnes migrantes comme des criminels, pour ensuite regretter hypocritement les morts que les mesures sécuritaires contribuent à produire.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Dans le Kent, des volontaires se mobilisent en faveur des migrants](#)

**Premiers signataires :** **Annalisa Lendaro** (CNRS, Certop) ; **Karine Lamarche** (CNRS, CENS) ; **Swanie Potot** (CNRS, Urmis) ; **Marie Bassi** (université Nice-Sophia-Antipolis, Ermes) ; **Michel Agier** (IRD-EHESS, IIAC) ; **Didier Bigo** (Sciences Po, CERI) ; **Alain Morice** (CNRS, Urmis) ; **Léa Lemaire** (ULB, Cofund Marie Curie) ; **Morgane Dujmovic** (AMU, Telemme) ; **Mustapha El Miri** (AMU, LEST) ; **Etienne Balibar** (université Paris-Nanterre, Sophiapol) ; **Nicolas Fischer** (CNRS, Cesdip) ; **Marie-Laure Basilien-Gainche** (université Lyon-III, Ediec) ; **Yasmine Bouagga** (CNRS, Triangle) ; **Mathilde Pette** (UPVD, ART-Dev) ; **Sarah Sajn** (Aix-Marseille Université, Mesopolhis) ; **Nicolas Lambert** (CNRS, RIATE)